

Altermondialisme...

ou

altercapitalisme ?

Introduction

Formuler une définition précise de l'altermondialisme est très difficile, vu la multiplicité des courants idéologiques que ce terme recouvre, la multiplicité des mouvements qui s'en réclament (de façon plus ou moins intéressée ou opportuniste¹) et la multiplicité des formes d'action qui lui sont liées.

Ses partisans mettent en avant le fait qu'il s'agirait d'un «mouvement des mouvements», d'un Réseau des réseaux, horizontal, ultradémocratique, ouvert à toutes les sensibilités politiques et philosophiques, à condition qu'elles remettent en cause le «néolibéralisme», concept au contenu très ambigu sur lequel nous reviendrons plus loin.

Ses détracteurs soulignent le fait que les sommets altermondialistes sont financés par des municipalités, des régions, des ministères ou des États. Ils soulignent que les cadres de ces mouvements travaillent pour des ONG, des associations humanitaires, des observatoires du développement, des *think tanks* (clubs de réflexion), des instituts de recherche, des cabinets de consultants (2,4 millions d'euros par contrat) ou des syndicats qui dépendent totalement des subventions gouvernementales ou privées². Les théoriciens de l'altermondialisme sont le plus souvent des universitaires qui vivent dans leurs tours d'ivoire académiques, relativement privilégiées, soutenus par des politiciens ou des militants chevronnés à la recherche d'une nouvelle virginité politique.

¹ L'hétérogénéité du mouvement permet à chaque composante de se dire «irresponsable» des positions des autres, et de mettre en avant des pratiques totalement différentes (ex. des VAAG, villages autogérés, etc. ; négation du rôle central d'ATTAC et des instances dirigeantes des FSM et des plus grosses ONG, etc.)

² On apprend ainsi, dans un article de Stéphane Jourdain et Emmanuelle Leneuf publié le 01/04/2002 dans *L'Expansion*, journal patronal, que la Fondation Copernic est une association loi 1901 financée, du moins en 2002, par une dizaine d'entreprises privées (les journalistes ne précisent pas lesquelles) ; que son président Gilles de Margerie était à l'époque... directeur général adjoint du Crédit agricole ; qu'elle a touché au moins une subvention publique en 2000 ; et qu'elle souhaitait développer des liens avec des organismes comme Policy Network, le think tank de Tony Blair, cet avocat et grand homme de gauche qui, depuis qu'il n'est plus Premier ministre, touche des fortunes pour ces conférences (120 000 euros à chaque fois), articles, mémoires (5,6 millions d'euros d'avance) ou activités de consulting (2,4 millions d'euros pour un seul contrat, et il en a signé plusieurs) ! Apparemment la Fondation Copernic vivrait désormais seulement de la vente de ses livres et des cotisations des adhérents et n'aurait plus recours aux capitalistes privés pour lutter contre le «néolibéralisme»... Une information à vérifier.

Autre exemple troublant : si l'on cherche à connaître l'identité des «partenaires» (donc des sources de financement) de l'AITEC, réseau de chercheurs qui rassemble le gratin de l'altermondialisme français, on trouve le Transnational Institute qui reçoit notamment des subventions des ministères des Affaires étrangères des Pays-Bas, du Danemark et de la Finlande, ainsi que de la Commission européenne. Ministères et Commission qui ne sont pas vraiment à la pointe du combat contre ce fameux «néolibéralisme»...

La question des financements d'un mouvement et des organisations qui le composent est cruciale pour juger de sa nature ; or, qu'il s'agisse des fondations Ford (jusqu'en 2004) ou Heinrich Böll, des mairies de Porto Alegre ou de Paris, de la Région du Rio Grande do Sul au Brésil ou de la Région toscane en Italie, des conseils généraux ou de l'Etat français, de l'Etat vénézuélien, etc., les experts de l'altermondialisme et les militants qui se réunissent dans les forums sociaux sont très loin d'être financièrement indépendants des centres du pouvoir capitaliste.

Ses partisans ripostent que le mouvement altermondialiste est tourné vers des revendications concrètes, minimales certes, mais réalistes, voire «utopiques-réalistes-et-citoyennes». Qu'il regroupe des syndicats, des associations, des bénévoles qui ne font pas d'«idéologie» mais n'hésitent pas à «mettre les mains dans le cambouis».

Ses détracteurs rétorquent que l'altermondialisme n'est qu'un concentré de vieilles idéologies ou de vieilles propositions politiques, datant pour la plupart du XIX^e ou des débuts du XX^e siècle : apologie des coopératives, des petites et moyennes entreprises, ou des petites et moyennes exploitations agricoles employant des salariés ; réforme du système bancaire ; réforme agraire (sans supprimer la propriété privée du sol) ; adoption de règles internationales garantissant la coexistence pacifique entre les États ; imposition de règles internationales garantissant un rééquilibrage économique durable et plus juste entre le Nord et le Sud ; ou tiersmondisme, idéologie qui a servi, et sert encore, à justifier la domination de nouvelles bureaucraties, ou bourgeoisies bureaucratiques, sur les peuples du Sud. Il n'y aurait donc rien de nouveau sous le soleil altermondialiste.

Bref, lorsque l'on discute du sens et de l'intérêt de l'altermondialisme, assiste-t-on à un dialogue de sourds, finalement assez classique, entre «réformistes³» et «révolutionnaires» ? Ou la discussion peut-elle s'avérer plus complexe ? Peut-on agir au sein des mouvements altermondialistes sans renier ses idéaux de révolution sociale, tout en défendant de façon efficace les intérêts des exploités ? La primauté accordée par les altermondialistes aux «droits humains» (droits dont jouissent, ou jouiraient, par conséquent toutes les classes sociales) est-elle riche de perspectives nouvelles ?

La pratique du consensus et de la non-violence qui caractérisent ces mouvements (dont les «Indignados» en Espagne sont la dernière illustration) n'aboutissent-ils pas tout simplement à redorer le blason d'une démocratie qu'il faut bien appeler par son nom : la démocratie bourgeoise – ce que ne font jamais les altermondialistes ?

N'aboutissent-ils pas à re-noncer à toute perspective de véritable suppression du capitalisme, de l'État, de l'exploitation, de la hiérarchie, du salariat ?

La dénonciation du néolibéralisme et de la «marchandisation⁴» du monde n'est-elle pas le moyen de réhabiliter un capitalisme en crise au nom d'un discours pseudo-éthique qui sanctifie l'indignation mais condamne la révolte quand celle-ci ne souhaite pas se contenter d'un simple replâtrage ?

N'est-elle pas une manœuvre habile pour inventer un «altercapitalisme» plutôt qu'un anticapitalisme ou un socialisme du XXI^e siècle ?

«L'autre monde possible» n'est-il pas tout simplement ce monde capitaliste, celui dans lequel nous vivons aujourd'hui, mais qui serait (co)-géré par de nouveaux dirigeants issus de la «société civile», des «nouveaux mouvements sociaux», à l'image d'un Luiz Inacio Lula, d'un Hugo Chavez ou d'un Evo Morales ?

Un monde où les experts altermondialistes remplaceraient les experts mondialistes actuels auprès des «élites» dirigeantes ?

Un monde capitaliste multipolaire qui ne serait plus soumis à la domination directe des puissances les plus riches et les plus anciennes, en particulier des États-Unis, mais qui resterait un monde régi par l'exploitation des salariés et particulièrement des prolétaires ?

«L'agir local, penser global» est-il une façon de renforcer l'union nationale entre toutes les classes, le souverainisme, le protectionnisme, le patriotisme et le nationalisme dans chaque État, ou une manière originale, nouvelle, de tisser des liens de solidarité au-delà des frontières ?

Peut-on édicter des règles «justes» du commerce mondial en conservant les États, les salaires, les prix, la propriété privée et la hiérarchie au sein des entreprises ? La décroissance est-elle le moyen de

³ La façon dont Gustave Massiah, au cours d'une interview dans *Libération*, explique la différence entre réformistes et réformateurs est plutôt comique : «Il ne faut pas confondre, déclare-t-il, les réformistes qui se contentent des évolutions gradualistes et les réformateurs qui acceptent des réformes en situation mais veulent des transformations structurelles, des ruptures.» Le lecteur comprend donc, à demi-mot, que ce vice-président d'ATTAC est un réformateur mais le contenu de ses «ruptures» n'est pas précisé, ce qui n'introduit aucune différence politique essentielle avec le... réformisme !

⁴ Cette notion même de «marchandisation» du monde repose sur l'illusion qu'on pourrait, en système capitaliste, établir une démarcation stricte entre un secteur marchand et un secteur non marchand. Or la «marchandisation», la transformation des objets, des êtres humains et de la nature en marchandises est inséparable de l'exploitation sur laquelle repose la domination capitaliste.

préserver les ressources de la planète, ou bien une nouvelle idéologie vantant l'austérité et la frugalité des prolétaires des pays riches, tout en ne touchant pas à la consommation et aux pouvoirs des classes dirigeantes ?

Quelles leçons pouvons-nous tirer des forums sociaux mondiaux, des contre-sommets et des mouvements altermondialistes en France ? Sont-ils l'occasion de formidables rencontres humaines, de débats fructueux, d'échanges passionnants ? Ou sont-ils de simples spectacles, des parodies de luttes, qui ne menacent absolument pas les intérêts des puissants ?

Ce qui est sûr c'est que, comme on a pu le voir à Gênes, à Göteborg, à Seattle ou à Copenhague, les États mobilisent leurs flics et toutes sortes de moyens techniques sophistiqués, novateurs, pour contrôler et réprimer ces mouvements, ou au moins réprimer les éléments qu'ils jugent les plus dangereux (les «Black Blocs»).

Les États en font de véritables répétitions générales en vue de la répression sanglante qu'ils ne manqueront pas de lancer face à des mouvements plus dangereux pour la domination capitaliste. Après tout, les dirigeants européens ne peuvent pas faire comme Bachar al-Hassad : entourer les villes où se déroulent des manifestations importantes avec des chars et mettre des snipers sur les toits, bombarder au canon les agglomérations, puis liquider les opposants maison par maison... Du moins pas encore...

Si l'on observe les mesures prises à Québec pour le Sommet des Amériques (érection d'une clôture de sécurité de 4 kilomètres de long et de 3 mètres de haut, pour protéger les lieux de rencontre des chefs d'État et de gouvernement) ou l'utilisation par la police suédoise de balles réelles contre des manifestants lors du Conseil européen de Göteborg, on voit que les États démocratiques occidentaux se préparent à la guerre civile.

Les articles qui suivent ne sont pas le fruit d'une expérience militante directe au sein du mouvement altermondialiste. Ils contiennent donc certainement des inexactitudes ou des jugements que les altermondialistes trouveront péremptoires. Pour l'écrire, je suis parti de quelques livres sur l'altermondialisme et de discussions avec les camarades néerlandais du groupe De Fabel van de illegaal qui ont milité au sein du mouvement altermondialiste puis l'ont quitté en 1999.

Leurs analyses ont été traduites dans l'ouvrage *La Fable de l'illégalité* publié par la revue *Ni patrie ni frontières* en 2008, et se trouvent aussi sur le site mondialisme.org. De plus, j'ai tenu compte, dans la mesure du possible, des objections et des questions qui m'ont été adressées et des discussions animées qui ont eu lieu autour des grandes lignes de ce texte à Angers et à Cannes, les 23 et 25 juin 2011. J'en profite donc pour remercier les camarades des Nuits bleues d'Angers et du Collectif anarchiste des Alpes-Maritimes pour leur hospitalité et leurs critiques fraternelles.

Y.C., juin 2011

Les précurseurs

1.1 Le mouvement altermondialiste n'est pas né en 1998 avec la création d'ATTAC ni même à la suite des grandes manifestations de Seattle en 1999 : il a été précédé par une longue évolution politique qui commence au moins au milieu des années 1980.

Voici une chronologie très succincte des mobilisations et campagnes qui ont précédé Seattle:

1984 Réunion de The Other Economic Summit (L'Autre Sommet Economique) ou TOES à Londres, premier contre-sommet ; le G7 se réunit à Birmingham cette année-là et reçoit une délégation du TOES

1988 Berlin : première mobilisation de masse contre l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale

1989 Sommet du G7 à Paris et Sommet des 7 peuples les plus pauvres organisé par le CEDETIM, le CRID (au départ chrétien, ce regroupement d'associations s'est s'élargi), etc., pour l'abolition de la dette du tiers monde

1990 Campagne contre le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)

1992 Sommet de la Terre organisé par l'ONU à Rio. Si l'on croit les altermondialistes du CRID, ce sommet a «produit un plan d'action («l'agenda 21»), fixant les grands objectifs à atteindre pour faire du développement durable une réalité au XXI^e siècle ; il a également permis la signature de deux conventions internationales, sur les climats et sur la biodiversité, et quelques avancées sur deux conventions signées en 1994, sur la désertification et sur les forêts».

Anil Agarwal du Centre for Science and Environment de New Delhi, exprime une opinion opposée : *«Jusqu'à la Conférence de Rio, la société civile avait poussé les gouvernements à agir. Depuis, elle semble s'être adaptée à l'inaction des gouvernements. La "gouvernementalisation" du débat écologique, du programme d'action écologique a eu des résultats désastreux. L'environnement semble être une cause à défendre, mais où sont les défenseurs ? Pratiquement aucun des traités signés à Rio ou par la suite n'a été appliqué avec tout le sérieux requis. Le Programme d'action 21 est presque devenu lettre morte.»*

1992 Campagne contre la Politique agricole commune en Europe

1992 est aussi l'année de la crise du SME (système monétaire européen), crise qui favorise l'idée que les gouvernements nationaux n'auraient plus les moyens de contrôler leur monnaie face aux méchants spéculateurs. En fait, comme toujours, cette crise dite monétaire est liée à toute une série d'autres facteurs : le non des Danois au traité de Maastricht qui fragilise la crédibilité de l'Union européenne; les conséquences de la réunification allemande et les divergences entre les différentes banques centrales et les États européens ; l'inexistence d'une superstructure politique européenne qui aurait pris en charge de façon commune les conséquences de cette réunification, sur le plan social, économique et financier; une baisse des investissements ; l'éclatement des bulles financière et immobilière dans les pays anglo-saxons et au Japon; la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis et au Japon, etc.

1994 La Conférence mondiale organisée à Vienne en 1993 porte sur les droits de l'homme et aboutit à une belle Déclaration sur le même sujet l'année suivante.

1995 Conférence mondiale des femmes organisée par l'ONU à Pékin

1996 Selon le CRID, *«La Conférence Habitat II d'Istanbul de l'ONU ou Sommet des villes, en 1996, a introduit l'idée de la nécessité de mener des actions intégrées et participatives pour rendre les villes plus sûres, plus saines et plus justes ; le droit au logement est également reconnu comme partie prenante des droits de l'Homme ; l'accès aux services de base (eau potable, assainissement, déchets, transports...) est reconnu comme vital.»*

1997 G7 de Lyon

Début de la crise financière asiatique (de nombreux articles sont consacrés à ces questions dans *Le Monde diplomatique*, nourrissant la thèse de la prédominance de la sphère financière sur la sphère productive-réelle, mais le lien n'est pas fait avec les grandes grèves en Corée du Sud en 1996)

1998 Campagne contre l'Accord multilatéral sur l'investissement, l'AMI, qui propose une libération accrue des échanges. Chaîne humaine de 70 000 personnes à l'occasion du G8 de Birmingham. Contenu potentiellement antisémite de la campagne sur l'AMI (cf. le livre du groupe De Fabel van de illegaal publié par *NPNF*).

1999 caravane de paysans indiens du Karnataka (État du Sud-Est de l'Inde comptant 52 millions d'habitants) soutenue par Via Campesina – campagne contre la crise asiatique et occupation de la City de Londres

1999 manif contre l'Organisation mondiale du commerce à Seattle

On voit donc que le mouvement altermondialiste s'est progressivement construit en réaction contre les sommets du G7, de l'OMC, etc., mais aussi parallèlement aux questions débattues dans le cadre des conférences de l'ONU sur de «grands thèmes de société» ou de nouveaux droits reconnus par les institutions internationales.

1.2 Les sommets altermondialistes ont donc commencé avant Seattle (1999) et avant même l'invention du mot «altermondialisme».

Ils ont été suivis par une dizaine de forums sociaux mondiaux, accompagnés par des «forums polycentriques» (organisés sur plusieurs continents, durant la même année) et par des forums seulement nationaux. Il faut quand même savoir que l'idée de ces forums vient d'Oded Grajew, «fondateur de l'Association brésilienne des entrepreneurs pour la citoyenneté (CIVES), une association de chefs d'entreprise au Brésil» (E. Fougier) qui la soumit ensuite à «Chico Whittaker, alors secrétaire exécutif de la commission Justice et paix de la conférence épiscopale brésilienne»...La sainte alliance entre un groupe de patrons et l'Église catholique: un grand classique pour canaliser les mouvements sociaux vers une voie «raisonnable»!

2000 Campagne Jubilé 2000, organisée au départ par des organisations religieuses britanniques (Christian Aid, Cafod, etc.) en faveur de l'annulation de la dette. Soutenue par le pape Jean Paul II (pape ultra-réactionnaire par ailleurs), elle est précédée par trois années de préparatifs. 24 millions de signatures furent recueillies dans 166 pays.

«**Échec**» du sommet européen de Nice sur les institutions européennes

2001 Forum social mondial de Porto Alegre (adoption d'une Charte et définition du forum comme espace de recherches et de construction d'alternatives) et manifestations anti-G8 à Gênes (soutenues d'ailleurs par l'Église catholique en Italie)

La même année, la Chine entre à l'Organisation mondiale du commerce et s'ouvre le «cycle de Doha» (cycle de négociations qui dure 3 ans et vise à libéraliser le commerce international afin de développer le «tiers monde» ; les discussions ont porté surtout sur l'agriculture et la possibilité des produits agricoles des pays en développement – PED – d'accéder aux marchés des pays occidentaux)

2002 Forum social mondial de Porto Alegre. Passage de l'antimondialisme à l'altermondialisme. Décision d'organiser des forums sociaux régionaux et nationaux, et des forums thématiques qui se poursuivront les années suivantes

2003 Forum social mondial de Porto Alegre. Dialogue avec les représentants des États dans le cadre des «tables de controverse» et aussi pour organiser le «dialogue avec le monde des entreprises et des partis politiques conventionnels».

15 février 2003: Immense manifestation internationale contre l'intervention en Irak.

Contre-sommet à propos du G8 d'Évian

«**Échec**» de la 5e conférence de l'Organisation mondiale du commerce

2004 Forum social mondial de Mumbai

2005 Forum social mondial de Porto Alegre : lancement d'une action mondiale contre la pauvreté par le président Lula. Cette action se situe dans la continuité des 8 «Objectifs du millénaire pour le développement» (OMD) lancés en 2000 par l'ONU et censés être réalisés en 2015. Que faire face aux OMD ? Les soutenir de façon critique ou dénoncer l'opération qui consiste pour l'ONU à vouloir associer les mouvements altermondialistes à cette opération de communication ? Les altermondialistes sont divisés sur ces questions.

«**Échec**» du référendum du Traité communautaire européen en France et en Irlande, grâce à la jonction entre la gauche souverainiste et l'extrême droite nationaliste. Aucune campagne anationaliste ou internationaliste n'est menée par les altermondialistes, en particulier par ATTAC.

«**Échec**» de l'accord sur la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques qu'on appelle en espagnol l'ALCA) après le IV^e Sommet des Amériques à Mar del Plata (Argentine) suite au front composé par les 4 pays du Mercosur (le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay) et au Venezuela (qui intégrera ensuite le Mercosur). Ces 5 pays s'opposèrent à la relance de la ZLEA pour des raisons différentes.

2006 Forum social mondial de Bamako, Caracas et Karachi (forums polycentriques) + Forum américain d'Atlanta

Création de l'ALBA (Alliance Bolivarienne des Amériques) qui regroupe aujourd'hui des petits États des îles des Caraïbes (Antigua, Barbuda, Saint-Vincent, Grenadines, Cuba, République dominicaine), et des États du continent latino-américain (Bolivie, Équateur, Nicaragua et Venezuela).

«**Échec**» du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce

2007 Forum social mondial de Nairobi

«**Échec**» de la conférence de l'ONU sur la désertification

2009 Forum social mondial de Belém

5 chefs d'État (Lula du Brésil, Chavez du Venezuela, Lugo du Paraguay, Morales de la Bolivie, Correa de l'Équateur) affirment leur «liaison au Forum social mondial et aux mouvements sociaux». L'altermondialisme devient de plus en plus une idéologie au service de certains États, pour tenter de canaliser les mouvements sociaux nationaux, ou de s'en servir dans le cadre d'un jeu stratégique international.

Conférence de Copenhague sur le climat

2011 Forum social mondial de Dakar

1.3 Le terme d'altermondialisme n'est pas utilisé dans le monde anglo-saxon. On lui préfère des expressions beaucoup plus modérées politiquement comme «mouvement pour la justice globale, mouvement social global, mouvement citoyen global, mouvement contre la mondialisation sous l'influence des grandes entreprises, mouvement de résistance globale, mouvement pour un commerce équitable».

Si l'on étudie ces expressions, on voit tout de suite qu'il ne s'agit pas d'un mouvement anticapitaliste, mais d'un mouvement qui souhaiterait que le capitalisme soit plus équitable, plus humain, tienne davantage compte des désirs et besoins des «peuples».

1.4. Le mouvement de décembre 1995 en France ne marque pas le point de départ du mouvement altermondialiste, contrairement à une vision très franco-française.

À ce sujet on pourra lire, entre autres, les articles sur le Net de

– Charles Tilly www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci31p199-202.pdf de

– Lilian Mathieu www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci27p147_161.pdf et de

– et Frederic Lebaron <http://www.medelu.org/De-quelques-particularites-du>

1.5 La critique des médias occidentaux dominants (qui a pris beaucoup d'ampleur avec le mouvement altermondialiste à la fin des années 2000) est née à partir de quatre pôles différents :

– Deux pôles institutionnels, au sein même de l'UNESCO pour le soutien à la création d'agences de presse des pays du tiers monde dès les années 70 ; et au sein des pays non alignés⁵, afin de «décoloniser l'information» et de lutter contre «l'impérialisme culturel» des pays occidentaux ; on croit trop souvent que cette critique des médias occidentaux serait née avec Internet ou avec les réseaux comme Indymedia, apparu une vingtaine d'années après.

– Un troisième pôle académique, au sein des sociologues et des journalistes de gauche qui ont créé des hebdomadaires ou des mensuels destinés à un large public (de *Politis* au *Monde diplomatique* en passant par *Alternatives économiques* en France).

– Un quatrième pôle alternatif-local, dont le meilleur (et le pire) exemple est Indymedia, apparu en 1999 à l'occasion de Seattle

1.6 Les mouvements paysans ont joué un rôle important dans la période qui a précédé la naissance officielle du mouvement altermondialiste. La présence des mouvements paysans est une **nouveauté historique**, puisque dans la période précédente 1945/1975, époque dite des «trente glorieuses», il n'y

⁵ On notera, à propos des pays non alignés, cette phrase de l'économiste militant Samir Amin : «ce que les chefs d'Etat présents à Bandoeng ont réalisé en 1956, c'est l'altermondialisme de l'époque». Un héritage lourd à porter quand on voit les résultats du non-alignement un demi-siècle plus tard, mais cela ne gêne apparemment pas ce théoricien altermondialiste.

avait pas de collaboration Nord/Sud entre les paysans des pays occidentaux riches et les paysans du tiers monde.

En France, il faut souligner le rôle de la JAC (Jeunesse agricole catholique) et du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), sans compter bien sûr la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans animée par Bernard Lambert (créée en 1981, scission de la FNSEA) puis la Confédération paysanne (créée en 1987) dont José Bové est devenu le porte-parole le plus connu.

La Confédération paysanne a édicté une *Charte de l'agriculture paysanne* en dix principes (répartition des volumes de production afin de permettre au plus grand nombre de devenir agriculteurs et d'en vivre ; solidarité des paysans français vis-à-vis des paysans dans le monde ; respect de la nature ; utilisation économe des ressources rares ; transparence dans les actes d'achat, de production, de transformation et de vente des produits agricoles ; production de produits de bonne qualité gustative et sanitaire ; recherche d'autonomie dans le fonctionnement des exploitations agricoles ; maintien de la diversité des populations animales élevées et des variétés végétales élevées.)

Les paysans chrétiens de gauche, le courant des paysans-travailleurs d'orientation tiers-mondiste, et les ONG catholiques s'intéressant aux questions du tiers monde (Secours catholique, Comité catholique contre la faim et pour le développement) ont progressivement convergé et appris à travailler ensemble en liant les problèmes des paysans du Nord à ceux du Sud. Cette collaboration a suscité ou permis des changements tactiques et stratégiques importants :

- critiquant l'utilisation des engrais chimiques, des OGM, de la mécanisation à outrance, etc., les ONG et les organisations paysannes ont lié la défense de l'agriculture à celle de l'environnement, ce qui a rendu leur cause moins «corporatiste» et plus dans l'air du temps (en facilitant notamment la liaison avec les écologistes) ;

- elles ont collaboré avec des organisations censées représenter les intérêts d'autres classes sociales ou catégories sociales : dans les années 1960 et 1970, avec les ouvriers (en tout cas avec les syndicats) ; puis, dans les années 1980 et 1990, avec les sans-papiers (en, il s'agissait surtout des organisations rassemblant des «soutiens» comme la FASTI et le GISTI, et du MIB qui regroupait plutôt des Franco-Maghrébins révoltés par les comportements des flics), les chômeurs, les sans logement, etc., donc avec Droit au logement (créé en 1990), Agir contre le chômage (créé en 1993) et Droits devant (créé en 1994) ;

- elles ont tenté de prendre en compte l'oppression spécifique des femmes, y compris dans les pays du Sud ;

- elles ont donné une dimension d'abord européenne (critique de la Politique agricole commune) puis internationale (dénonciation des positions de l'Organisation mondiale du commerce, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et de leurs conséquences sur la famine, la pauvreté, l'absence d'indépendance alimentaire, etc.)

Quelques points de repère sur les origines du mouvement altermondialiste

2.1 Des **rapprochements** importants se sont opérés entre les staliniens (les «communistes») et les trotskystes ; entre les chrétiens engagés dans des organisations humanitaires et les tiers-mondistes marxisants ou mar-xistes tiers-mondistes (rappelons à ce propos que la «doctrine sociale de l'Église» est ancienne et qu'elle a été inaugurée par l'encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII en 1891) ;

2.2 Des **organisations minoritaires** dans le mouvement social (Confédération paysanne, CNJA, CEDETIM) ont utilisé leurs liens internationaux pour gagner une légitimité et une assise que leurs maigres for-ces nationales ne leur auraient pas permis d'acquérir. Mais aussi une **expertise** qu'ils ont pu monnayer de façon symbolique pour acquérir des positions de pouvoir au sein du mouvement altermondialiste quand celui-ci s'est développé après Seattle.

2.3 Les années 1980 et 1990 ont vu toute une série de militants gauchistes tiersmondistes devenir des **consultants, des experts** spécialisés dans le «développement» du tiers monde.

2.4 La **disparition de l'URSS et des pays capitalistes d'État** à partir de 1989 a entraîné une crise idéologique importante à gauche et à l'extrême gauche. De même que les fonctions d'experts ont été un outil de reconversion professionnelle pour de nombreux ex-maoïstes, ex-trotskystes et ex-staliniens ou ex-tiers-mondistes, l'altermondialisme a représenté une idéologie de remplacement, qui a consisté à «blanchir» sous une forme plus acceptable, citoyenniste, de nombreux thèmes mis en avant, pendant des décennies, par les marxistes et les tiers-mondistes, et aussi par l'Union soviétique et les États capitalistes-bureaucratiques.

2.5 La **guerre froide opposait un Axe du Bien (l'URSS, la Chine et les démocraties populaires ; les pays non alignés comme l'Égypte, l'Inde ou l'Indonésie ; les États issus des luttes de libération nationale comme l'Algérie, le Vietnam, la Corée, le Mozambique et l'Angola)** et un Axe du Mal (les États-Unis, les dictatures pro-américaines du tiers monde – les dictatures prosoviétiques étaient le plus souvent épargnées par la critique de gauche ou d'extrême gauche – ou d'Europe : Grèce, Portugal, Espagne ; et les multinationales).

Désormais l'axe du Bien est constitué par les pays du Sud qui prétendent s'opposer au néolibéralisme, de la Malaisie au Venezuela, et l'axe du Mal par l'axe «américano-sioniste», les multinationales «apatrides» (aujourd'hui on dit les entreprises transnationales, c'est plus chic) et les institutions internationales censées être «à leur botte» – Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce – et les méchants spéculateurs financiers.

2.6 Aussi curieux que cela puisse paraître, **la Banque mondiale** (comme l'explique Gustave Massiah) a tenté d'ajuster son modèle dès 1987. Et, en 1992, la Banque mondiale décide de «faire de la lutte contre la pauvreté un axe stratégique prioritaire» en surveillant la «bonne gouvernance» et en s'appuyant pour cela sur... les associations. **Ce changement de stratégie favorisa toutes sortes d'ONG** qui joueront et jouent encore un rôle modérateur non négligeable dans le mouvement altermondialiste, notamment OXFAM mais aussi toutes sortes de think tanks (clubs de réflexion) et d'observatoires de la mondialisation.

Le rôle d'ATTAC et du *Monde diplomatique*

Sans *Le Monde diplomatique* et les médias avec lesquels ce mensuel était fortement associé (*Charlie Hebdo*, *Politis*, *Témoignage chrétien*, etc.) il est fort probable que ATTAC n'aurait jamais eu le même impact médiatique au niveau national et international.

Les journalistes militants, souvent non encartés, même si leurs sympathies politiques penchaient généralement plutôt vers le PCF ou la gauche souverainiste (Chevènement) que vers l'extrême gauche, ont eu un rôle décisif dans la mesure où ces intellectuels-journalistes ont su fédérer autour d'eux

- des syndicats : au départ des syndicats minoritaires comme ceux du Groupe des Dix – dont les syndicats SUD – qui est devenu l'Union syndicale solidaires et recueille entre 2 et 5 % des suffrages aux élections professionnelles ; les syndicats regroupés au sein de l'UNSA (Fédération de l'Éducation nationale, Fédération générale des salariés des organisations de l'agro-alimentaire, Fédération autonome des transports, Fédération maîtrise et cadres des chemins de fer, Fédération générale autonome des fonctionnaires, syndicats qui ont presque tous changé de nom depuis) qui obtiennent entre 2,5 et 8% aux élections prudhommales ; et des syndicats minoritaires à l'intérieur de grandes confédérations comme l'UGICT, fédération CGT des ingénieurs, cadres et techniciens, et la Fédération CGT des Finances,

- des partis politiques (PS, PCF, LCR, Verts)

- et des associations humanitaires et des ONG.

Tous ces militants n'avaient pas vraiment l'habitude de travailler ensemble quotidiennement, voire se combattaient sans pitié (par exemple dans le cadre de la concurrence intersyndicale).

Le Monde diplomatique a été créé au départ en 1954 comme une sorte de bulletin intérieur destiné aux personnels des ambassades. Il contenait au moins jusqu'aux années 1980 des **suppléments de 8 pages de propagande payés par les ambassades**, et se gardait d'attaquer frontalement la politique extérieure de l'impérialisme français et de beaucoup d'autres États. Il a pris pour axe principal la défense des pays non alignés, une politique étrangère gaullienne d'indépendance nationale «anti-américaine» (c'est-à-dire qui soutenait les gesticulations symboliques du général De Gaulle), la défense molle (diplomatie oblige) des guérillas soutenues par l'Union soviétique ou la Chine, et la défense des États qui se trouvaient dans le camp soviétique, sur le thème «Pas d'ingérence étrangère, laissons les peuples régler leurs comptes.» Cela se traduisait souvent par des sympathies marquées pour tel ou tel dirigeant, ou mouvement, dont les analyses étaient citées dans les colonnes du mensuel sans la moindre objection (cela continue, par exemple, avec les intellectuels-conseillers du colonel Chavez ou les dirigeants ou intellectuels staliniens timidement «critiques» du Parti communiste cubain dont les moindres états d'âme sont complaisamment exposés dans *Le Monde diplomatique*). À partir des années 70 (Claude Julien et Micheline Paunet arrivent à la rédaction en 1973), *Le Monde diplomatique* s'est attaqué de plus en plus systématiquement à la politique étrangère américaine et aux États qui étaient dans la zone d'influence étatsunienne. Ce tiers-mondisme philostalinien et crypto-gaulliste a formé (et forme encore) des générations de militants, non seulement en France, mais dans d'autres pays puisque ce mensuel est distribué dans 26 langues, et tire à 2,5 millions d'exemplaires.

Son rôle idéologique dans la formation du mouvement altermondialiste est donc important dans la mesure où le *Monde diplomatique* a systématiquement donné la parole à certains intellectuels (Noam Chomsky, Samir Amin, Jean Ziegler, Susan George, Jean Chesneaux, Michel Chossudovsky, Immanuel Wallerstein, François Burgat, etc.) qui ont façonné (ou en tout cas contribué à façonner) une vision du monde très particulière, et acritique vis-à-vis des bourgeoisies nationales-«progressistes» du Sud. D'un autre côté, ce mensuel a fourni un certain nombre de clés pour comprendre les rapports entre les politiques du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale du commerce et l'accroissement de la crise dans les pays du Sud, voire l'appauvrissement radical de fractions des populations du Nord, ce qui a joué un rôle positif indéniable, même si cela a été sur une base réformiste-étatiste minimaliste. Ces clés d'interprétation sont justement celles qui ont été (et sont encore) à la base d'ATTAC et de la plupart des mouvements altermondialistes.

Les statuts mêmes de l'Association ATTAC ne prévoyaient pas la création massive de comités locaux (240 la première année) et l'afflux de dizaines de milliers de personnes dans toute la France (30 000 membres les premières années 1998/2001, 10 000 depuis la crise de 2006). Par contre les fondateurs

avaient prévu un développement international et la création d'un groupe d'experts (ce qui deviendra le Conseil scientifique d'ATTAC, une centaine de membres actuellement si on en croit le site de l'association).

S'il était limité au départ à la taxe Tobin et à la dénonciation de la prétendue domination du capital financier dans le domaine économique, ATTAC a dû, bon gré mal gré, **élargir ses thèmes d'intervention** et ses axes de campagne, en grande partie sous la pression des comités locaux les plus actifs et les plus inventifs. Qu'il s'agisse de l'énergie, donc du nucléaire, ou de la façon dont la mondialisation affecte plus particulièrement les femmes, ce sont les comités locaux qui ont imposé ces thèmes au niveau national – du moins d'après Raphaël Wintrebert dans *ATTAC, la politique autrement ?*

Malgré des mutations significatives, ATTAC est resté

– une organisation peu démocratique, avec une dizaine de **permanents** qui disposent d'un énorme pouvoir, et qui, si elle est différente d'autres réseaux comme RESF, n'est pas vraiment capable de «faire de la politique autrement». ATTAC fonctionne selon deux niveaux : *«des comités locaux qui font ce qu'ils veulent, dès lors qu'ils ne s'écartent pas trop de la plateforme nationale ; une direction nationale qui ne dépend que de l'ensemble des adhérents lors des AG annuelles et non des comités locaux»* ; *«La direction réelle d'ATTAC jusqu'à l'été 2006 était bel et bien aux mains de ceux qui non seulement participent aux réunions hebdomadaires du bureau national mais aussi gèrent au quotidien les tâches de gestion ou de communication du siège : J. Nikonoff, M. Dessenne et B. Cassen.»* (R. Wintrebert). Mais la direction entretient (ou plutôt les membres d'ATTAC entretiennent eux-mêmes) une idéologie basiste-localiste, fondée sur une vision idyllique du Réseau, tout en promouvant le savoir d'experts, experts qui sont parfois très proches des bureaucraties des partis et des syndicats, voire des institutions étatiques nationales ou internationales ;

– une association où les **experts** ont un pouvoir idéologique considérable, à l'opposé d'une véritable université «populaire» où les étudiants deviendraient les égaux politiques de leurs «maîtres» supposés plus savants;

– un milieu socialement cantonné à la **petite-bourgeoisie salariée** et à quelques individus issus des couches supérieures et qualifiées de la classe ouvrière. Comme l'écrit F. Polet : *«la majorité des militants altermondia-listes ne correspondent pas au profil du «perdant» de la mondialisation (...) ils disposent d'un capital culturel plus élevé et jouissent d'un emploi plus stable (dans le public et l'associatif essentiellement) que la moyenne de la population et sont donc socialement peu exposés aux ravages de la mondialisation»*. Ils jouent *«un rôle de relais ou de porte-voix (plus ou moins autorisés) des «groupes précarisés (ou des populations du Sud) sans être eux-mêmes, pour la plupart en situation de précarité»*.

Et Bernard Cassen ne contredit pas ce jugement, puisqu'il déclarait en janvier 2003 : *«Ce que nous ne parvenons pas à faire, pas plus que les autres, c'est d'avoir une inscription parmi la classe ouvrière et plus généralement parmi les classes populaires.»* On ne saurait mieux dire...

D'ailleurs c'est la même chose dans les forums sociaux. Par exemple, au FSE de 2003 à Paris, *«42% des actifs présents au forum étaient des cadres et 44% appartenaient aux professions intermédiaires contre 8,4 % pour les employés et 2,2% pour les ouvriers»* (E. Fougier). Et au forum social mondial de Porto Alegre, en 2003, 73 % des participants interrogés disaient avoir un niveau universitaire, ce qui n'est pas du tout anodin en Amérique latine quand on connaît les énormes difficultés financières qu'ont même les enfants des «classes moyennes» pour étudier. En 2005, au forum social mondial dans la même ville, c'était le cas de 81 % des Latino-Américains présents et de 88% des personnes venant d'autres pays;

– une association qui joue le rôle d'intermédiaire entre les différentes forces politiques, syndicales et associatives, en organisant (ou en tentant d'organiser) un consensus entre elles sur des bases toujours minimalistes, et qui semble davantage intéressé par le lobbying que par l'action de masse.

Les axes idéologiques d'ATTAC et du mouvement altermondialiste

3.1 Les altermondialistes ne remettent généralement pas en cause le capitalisme mais seulement ce qu'ils appellent le libéralisme et surtout le néolibéralisme, qui serait apparu dans les années 80, et dont les politiques de Thatcher et Reagan seraient les meilleures illustrations. Il s'agit de «reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière» (Plateforme d'ATTAC, 1998).

Dans son livre (*Une stratégie altermondialiste*), Gustave Massiah nous explique que le capitalisme passe par des cycles Kondratieff de longue durée (de 40 à 60 ans), qui voient se succéder deux phases :

- la phase A du cycle est une phase montante (qui dure environ 20 ans) ; elle est marquée par des investissements massifs et l'augmentation des prix (et aussi suivant Schumpeter par la diffusion et l'amortissement des nouvelles innovations). Elle est suivie par une récession primaire d'environ 10 ans ;
- et une période de dépression de 20 ans, la phase B, caractérisée par la déflation (et selon Schumpeter par l'élimination des stocks, la fermeture des entreprises et des filières les moins rentables et la préparation d'une nouvelle vague d'innovations).

Depuis deux siècles, l'histoire du capitalisme pourrait donc se résumer à quatre cycles successifs et nous serions plongés dans la seconde phase du quatrième cycle, phase décisive avant l'ouverture d'un nouveau cycle qui pourrait déboucher sur un «dépassement du capitalisme» selon Wallerstein et Massiah.

1^{er} CYCLE : 1790-1849 : la Phase A dure jusque 1814, Phase B 1814-1849

2^e CYCLE : 1849-1896 : la Phase A dure jusque 1873 = augmentation de la production et faibles taux d'intérêts. Phase B 1873-1896 = Grande Dépression (déflation et dépression)

3^e CYCLE : 1896-... : Phase A dure jusque 1920 Phase B 1920-1945

4^e CYCLE : Phase 1 : 1945-1975. Phase B : 1975 à nos jours

La dernière phase A aurait été celle de (1945-1975) et la phase B descendante (dans laquelle nous serions plongés désormais depuis 35 ans).

Selon Gustave Massiah, dans sa phase descendante, le capitalisme, pour générer du profit, serait obligé «de se financiariser et de se réfugier dans la spéculation».

Cette phase descendante a été marquée par l'imposition de plans d'ajustement structurels, imposés par l'intermédiaire de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ces institutions ont obligé les pays du tiers monde à ouvrir encore davantage leurs marchés et à s'endetter. Puis, au fur et à mesure que la crise s'est étendue dans les pays occidentaux, les gouvernements, poussés par les institutions internationales (toujours selon cette théorie) auraient imposé des plans de stabilité, d'austérité, de modernisation, etc.

Le «néolibéralisme» serait une phase où l'on établirait une équivalence entre le marché et la démocratie (notamment les droits de l'homme). Marx expliquait déjà pourtant cela au XIX^e siècle mais les économistes altermondialistes ne l'ont pas lu ou pas compris. Ils croient donc que le président Carter aurait été le premier à lancer cette idée qui est pourtant consubstantielle au capitalisme.

Le néolibéralisme dans sa phase de plein essor peut se résumer dans les traits suivants selon Gustave Massiah : «la réduction du rôle des États dans l'économie, la priorité donnée à l'exportation, l'ouverture internationale des échanges, la priorité à l'investissement international et aux privatisations, la flexibilité et la pression sur les salaires, la réduction des systèmes publics de protection sociale, la réduction des dépenses budgétaires considérées comme improductives, qui se traduit par la réduction des budgets de santé et d'éducation, la dévaluation des monnaies, etc.»

Le néolibéralisme aurait été inauguré par ce que Massiah appelle rien de moins qu'un «**coup d'État mondial**», le relèvement des taux d'intérêt de la Banque fédérale américaine qui est passé de 1,8 % en 1980 à 8,6 % en 1981.

Autre thème (voire mythe) altermondialiste : celui du «consensus de Washington» inspiré par l'école de Chicago (Milton Friedman) mais aussi par d'autres économistes comme Friedrich Hayek (critique du keynésianisme qui considère que les politiques de relance économique par l'État et les budgets publics produisent inflation, stagnation économique et chômage) et George Gilder (théoricien de «l'économie de l'offre», qui reprend des idées des premiers économistes – Jean-Baptiste Say Mill et David Ricardo – et s'oppose à des impôts patronaux et cotisations sociales trop élevés).

Théorisé en 1989, le «consensus de Washington» aurait imposé «une série de mesures aux États confrontés à la crise de la dette en reliant le dogme néolibéral à l'hégémonie étatsunienne».

En clair : «le Malin (*sic*) de l'économie de marché» (selon René Passet) a voulu imposer une sorte de Décalogue diabolique fondé sur les principes suivants :

- La réorientation (donc la limitation) des dépenses publiques
- La réforme fiscale (donc l'adoption de mesures fiscales favorables aux riches et la généralisation de la TVA, impôt indirect qui frappe en premier les plus pauvres et les prolétaires puisqu'elle est intégrée dans les prix des produits de première nécessité)
- La hausse des taux d'intérêt afin de favoriser l'épargne et la hausse des taux de change pour favoriser l'exportation des produits domestiques
- La libéralisation des échanges et des investissements directs étrangers (donc la baisse des barrières douanières pour à la fois attirer les capitaux étrangers et exporter plus facilement) qui peut se résumer en une équation pour les pays en développement : commerce = croissance = développement
- La privatisation des entreprises publiques
- La déréglementation (donc la suppression des subventions agricoles et de toute réglementation contrariant la libre concurrence
- Et la garantie des droits de propriété

Cette présentation diabolique du «néolibéralisme» pose trois problèmes

Aucun de ces éléments n'était totalement absent dans la phase A de 1945 à 1975, dite keynésienne mais aussi fordiste (car l'on a assisté à la fois à une augmentation de la productivité, à une hausse de la consommation et à une baisse des coûts de production), et qui aurait été favorable à la classe ouvrière. G. Massiah présente cette période «keynésienne» durant laquelle l'État-providence aurait dispensé ses bienfaits aux travailleurs comme une période caractérisée par une «*répartition plus équilibrée des gains de productivité entre salaires et profits, la garantie de l'emploi, la santé et l'éducation, la démocratisation, la redistribution massive des revenus par la fiscalité progressive, le salaire indirect et la protection sociale.*» «L'État-providence se préoccupe alors du plein emploi et de la protection sociale», écrit G. Massiah. Il stabilise «une large partie de la classe ouvrière et favorise la montée des couches dites moyennes». Le syndicat Sud PTT considère quant à lui l'État comme un «**rempart contre le capitalisme**». Cette expression a au moins le mérite de la franchise et de la clarté.

Les «trente glorieuses» et donc l'État-providence de l'après-guerre auraient été un vrai petit paradis pour les prolétaires. D'ailleurs René Passet le dit explicitement dans un livre d'ATTAC («Inégalités, crises, guerres : sortir de l'impasse»): «*Nombreux sont ceux qui évoquent avec regret ce cercle vertueux fordiste*» fondé sur une «*augmentation de la consommation des ouvriers*» et où les syndicats «*savaient qu'il n'y avait pas de salaire convenable sans profits permettant d'investir*».

Passet, ce curieux «anticapitaliste», regrette donc la Belle Époque de la collaboration de classe et de la cogestion du Capital et de l'État.

Pourtant quand De Gaulle fit son coup d'État, en 1958, l'extrême gauche et le PCF crièrent au «fascisme». Et les syndicats n'arrêtèrent pas de dénoncer les atteintes à la Sécurité sociale, la rationalisation dans les mines, l'automobile, la sidérurgie, etc. Quant au PCF, il dénonçait ce qu'il appelait la paupérisation relative de la classe ouvrière⁶. Et ne parlons pas de l'Allemagne de l'Ouest,

⁶ Comme l'affirmait un texte intitulé «**Les classes sociales et l'exploitation capitaliste**», diffusé dans le cadre de l'École élémentaire du Parti communiste français, en novembre 1959 et édité par le Comité central du PCF : «La paupérisation relative est la baisse de la part de la classe ouvrière dans le revenu national des pays capitalistes. Dans la société bourgeoise, la part qui revient à la classe ouvrière dans le revenu national, baisse constamment, tandis que la part des classes exploiteuses s'élève sans cesse. La

encore plus prospère à cette époque, et qui était quasiment considérée comme un État totalitaire par l'extrême gauche allemande du temps de la RFA, donc pas du tout comme un paradis pour les travailleurs.

La deuxième difficulté, plus grave dans cette théorie, est qu'elle ne concerne qu'une toute petite fraction de l'humanité, moins d'un sixième de l'humanité (États-Unis, Japon et Europe occidentale). Les 5/6^e de la planète n'ont jamais connu les bienfaits de ce «keynésianisme» miraculeux, la générosité de cet État-providence, à moins de considérer le capitalisme bureaucratique de l'URSS, de Cuba, du Vietnam, de la Chine et des démocraties populaires, comme une forme de keynésianisme....

C'est en effet ce que pensent tout bas (et parfois tout haut) certains éminents théoriciens de l'altermondialisme qui considèrent qu'il existait un «camp socialiste» avant 1989, véritablement opposé à «l'impérialisme» américain. Pour ces gens-là, le seul problème non résolu par le stalinisme, ou les États issus des mouvements de libération nationale, aurait été la question «des libertés et de la démocratie» (comme l'expliquent, Immanuel Wallerstein, Gustave Massiah et Samir Amin, par exemple, qui tous trois ont été maoïstes ou maoïsans, ce qui explique leurs positions actuelles ; mais on pourrait faire la même réflexion à propos de nombreux intellectuels ex-staliniens voire trotskystes qui continuent à penser que le «camp socialiste» aurait joué une fonction positive à la fois pour les mouvements de libération nationale dans le Sud et pour les travailleurs des États staliniens). Quiconque a lu *Salaires aux pièces* de Miklos Haraszti ou n'importe quel témoignage sur les conditions de travail dans les usines du système capitaliste d'État, russe ou chinois, sait qu'il s'agissait d'un régime d'exploitation féroce, marqué par des inégalités sociales aussi importantes que dans la zone du capitalisme «privé» occidental.

Enfin, le plus négatif dans cette théorie du néolibéralisme est qu'elle offre un cadre d'interprétation où les travailleurs sont uniquement des victimes des manipulations financières d'une «oligarchie» toute-puissante et non pas des acteurs de leur propre destin ni des transformations du capitalisme qui s'effectuent sous l'effet de leurs luttes. Cette théorie n'accorde aucune place, aucune importance aux grèves et aux luttes des exploités, grèves et luttes qui accélèrent les crises économiques du système, obligent les capitalistes à restructurer sans cesse la production, à demander son aide à l'État pour discipliner les prolétaires, en faisant appel à la police, à la justice et à l'armée (la solution fasciste étant le dernier recours).

Il ne s'agit pas de nier l'existence des crises financières et monétaires. Mais cette conception du «néolibéralisme» rate l'essentiel : les crises du capitalisme sont d'abord et avant tout des crises de surproduction, et c'est cette contradiction qui est fondamentale, les autres étant secondaires. Les limites du marché capitalistes sont dictées par le principe même de l'extorsion de la plus-value, de la portion de travail gratuite que le prolétaire offre au capitaliste et qui permet à celui-ci de réaliser un profit.

En ne s'intéressant qu'aux manipulations financières d'une petite partie des capitalistes, donc à une toute petite partie des profits réalisés sous le capitalisme, cette théorie se rapproche des théories du complot prônées par l'extrême droite ; elle peut être potentiellement antisémite en désignant quelques boucs émissaires, ou quelques acteurs cachés dans les coulisses de la Bourse ; elle sépare complètement le rôle du Capital et celui de l'État, frères jumeaux ; et elle oppose de façon artificielle le capital national productif au capital international financier et improductif. Bref non seulement cette théorie ne désarme pas les marchés, mais elle désarme les militants.

3.2 Les altermondialistes les plus radicaux, en paroles du moins, évoquent le «**dépassement du capitalisme**», ce qui ne mange pas de pain. En fait de dépassement du capitalisme, il s'agit surtout de «**désarmer les marchés**», slogan creux brandi dans l'éditorial d'Ignacio Ramonet du *Monde diplomatique* de décembre 1997 qui fut à l'origine d'ATTAC l'année suivante (1998). Ce slogan signifie en fait une seule chose : il faut «*redonner une marge de manœuvre aux États ou aux regroupements régionaux d'États*» (E. Fougier) pour mettre en place :

part des salaires dans le revenu national qui était en France de 45 % en 1938, est passée à 30 % à l'heure actuelle.» Et cela rejoignait parfaitement ce que prétendait aussi le *Manuel d'économie politique de l'Académie des sciences de l'URSS* : «La paupérisation relative du prolétariat consiste en ce que, dans la société bourgeoise, la part de la classe ouvrière dans le montant global du revenu national décroît sans cesse, alors que la part des classes exploiteuses est en progression constante. Malgré l'accroissement absolu de la richesse sociale, la part des revenus de la classe ouvrière diminue rapidement.»

– une «économie sociale et solidaire», qui correspond au secteur *«des associations, des mutuelles, des coopératives, ou des fondations sans but lucratif qui peuvent intervenir dans le secteur social, par exemple dans le domaine de l’insertion de personnes en difficulté ou des services de proximité»* (E. Fougier). Le problème est que ce secteur n’a de «non marchand» que le nom puisqu’il repose sur le salariat et qu’il ne peut exister de façon isolée par rapport au secteur dit marchand;

– une taxe internationale sur les transactions financières,

– un contrôle des paradis fiscaux,

– la régulation de la finance spéculative, afin de modifier l’architecture financière mondiale

Une lettre ouverte aux gouvernements réunis à la COP16 de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à Cancun, datée du 28 novembre 2010, signée par toutes les grandes organisations altermondialistes de la planète, illustre parfaitement les limites de la dénonciation du seul «néolibéralisme»:

* *«La Banque mondiale promeut activement les intérêts du secteur privé et des marchés de capitaux privés sur les intérêts publics»*, affirment les auteurs de cette lettre. Les salariés français du secteur public savent pourtant que la productivité a toujours été une priorité dans les banques ou les usines nationalisées ; ils savent que les services publics ont toujours favorisé les grandes entreprises, par des tarifs préférentiels, par exemple pour la SNCF ou la Poste, etc. ; ils savent que les dirigeants du service public ont toujours été choisis parmi l’élite bourgeoise ou aristocratique fortunée, ou alors soigneusement cooptés après avoir été mis à l’épreuve quand ils venaient d’autres classes sociales.

* *«Les structures de gouvernance de la Banque mondiale ne sont pas démocratiques, avec une surreprésentation des pays riches et industrialisés.»* Quand on lit ce genre de phrases, on se demande si les auteurs croient vraiment qu’une Banque mondiale gérée par des représentants de la Chine, de l’Inde et du Pakistan fonctionnerait de façon plus démocratique que son conseil d’administration actuel. S’ils le pensent, comment expliquent-ils que ces trois pays n’aient pas donné le pouvoir à leur «peuple» dans leur propre pays ? Qu’est-ce qui les en empêche aujourd’hui ? La position des penseurs altermondialistes semble davantage exprimer la volonté d’agir en conseillers, ou plutôt en relais des nouvelles puissances émergentes, qu’en défenseurs des intérêts des exploités.

3.3 Les altermondialistes abandonnent généralement toute référence à la lutte des classes : les altermondialistes préfèrent des expressions comme les «salariés», les «gens», les «peuples», etc. Ils considèrent les patrons des PME et des TPE comme des personnes exploitées par le «capitalisme financier transnational». Les paysans et les coopératives employant des salariés sont mis sur le même plan que les prolétaires, les sans-terre et les chômeurs, tous présentés comme des «victimes» du «néolibéralisme».

3.4 Les altermondialistes évitent le plus souvent toute référence à une révolution sociale : au maximum on peut invoquer une «révolution citoyenne», la lutte pour une «démocratie réelle», pour la «reprise en main de notre avenir», mais surtout ne pas aller plus loin. D’ailleurs Immanuel Wallerstein est très clair dans les limites qu’il ne veut pas dépasser : il veut supprimer les valeurs marchandes de façon *«sélective mais en progression constante»* et mettre les industries hors du réseau financier, à commencer par les industries défailtantes mais sans les nationaliser: il faudrait donc créer *«des structures, opérationnelles sur le marché, dont les objectifs seraient le rendement et la survie, mais pas le profit»*.

Ce prestidigitateur altermondialiste ne nous explique pas comment des entreprises pourraient être à la fois sur le marché et ne pas faire de profit. Il cite l’exemple des universités et des hôpitaux, comme si les professeurs, les médecins et les infirmières n’étaient pas payés en salaires. Comme si les livres, les matériels universitaires et médicaux, les bâtiments universitaires et hospitaliers n’étaient pas fabriqués par des entreprises du secteur marchand. Comme si la qualification acquise sur les bancs d’une université ne servait pas à vendre sa force de travail à un meilleur prix sur le marché. Comme si la réparation de la santé des prolétaires dans les hôpitaux ne permettait pas aux capitalistes d’exploiter les travailleurs le plus longtemps possible, quelle que soit la gentillesse et la compétence des médecins et des infirmières.

Enfin Immanuel Wallerstein souhaite l’avènement d’un monde «relativement démocratique et égalitaire» car «il s’agit d’être réaliste». On l’avait compris. Ce même Wallerstein est cité comme modèle de «dépassement du capitalisme» par Gustave Massiah ! Avec ces «anticapitalistes» aussi peu

exigeants et aussi raisonnables, on comprend qu'il faille employer des mots ronflants comme «révolution citoyenne» ou «révolution démocratique» pour cacher les maigres changements sociaux que l'on prépare.

3.5 Les altermondialistes ménagent les syndicats et les partis de gauche, sans s'inféoder pour autant à leurs dirigeants ou à leurs appareils et sans mener trop de polémiques publiques contre les appareils. Avoir l'appui des syndicats est le plus souvent décisif pour la réussite d'un forum social ou d'une manifestation. Seattle : 50 000 syndicalistes et 10 000 autres manifestants. Nice en 2000 : 75 000 syndicalistes, 15 000 altermondialistes. Gênes en 2001 : 100 000 syndicalistes, 50 à 75 000 altermondialistes. Barcelone 2002 : 270 000 syndicalistes, 25 000 altermondialistes. Quand les syndicats ne se mobilisent pas (Prague 2000 contre la Banque mondiale et le FMI) : seulement 15 000 manifestants.

3.6 Les altermondialistes évitent tout usage de la violence dans les manifestations. Pratiquer des méthodes d'action non violentes, pacifiques. Condamner les bris de vitrines, les pillages, les affrontements délibérés avec les flics, etc. **Ne pas chercher la confrontation avec la police** lors des contre-sommets ou des forums sociaux mondiaux. Entretenir un dialogue permanent avec les autorités et la police pour que les manifestations se déroulent sans heurts ni dégâts matériels.

3.7 Les altermondialistes refusent «l'usage de la violence comme moyen de contrôle social par l'État» et les contacts avec des «organisations militaires». Celles-ci sont censées ne pas être invitées aux forums sociaux mondiaux. En même temps, une grande partie des altermondialistes soutiennent le Hezbollah et le Hamas, mouvements de lutte armée, et les zapatistes qui, même s'ils mènent une lutte purement défensive, ne rejettent pas l'usage de la violence armée...

Quant à la violence employée par l'État, les altermondialistes acceptent d'être hébergés et financés par le Venezuela, État dirigé par un colonel, État qui endoctrine, paie et entraîne des hommes et des femmes destinés à former une «milice civile» de deux millions d'hommes, État où l'armée exerce un pouvoir économique et politique non négligeable.

Les altermondialistes ne sont donc pas à une contradiction près ni par rapport aux «organisations militaires», ni par rapport à l'armée et la police qui sont les supports de tout État. Mais ce n'est guère étonnant puisqu'ils croient (ou plutôt font semblant de croire) que l'État serait une force neutre.

3.8 De fait, les altermondialistes réclament une démocratie bourgeoise mais propre, efficace, sans corruption, ni privilèges excessifs. Bref, une démocratie impossible, tout autant que le discours angélique que nous servent régulièrement les politiciens et qui est repris par les «Indignés» dans certaines de leurs déclarations.

3.9 Les altermondialistes défendent la paix dans le monde à travers des négociations multilatérales, objectif tout à fait consensuel et très onusien.

3.10 Les altermondialistes concentrent leur critique du capitalisme sur une minorité des acteurs, et pas forcément les plus importants : les «oligarchies» (terme très ambigu utilisé par l'extrême droite depuis des décennies), les paradis fiscaux, les «actionnaires cachés», les banques privées qui, une fois nationalisées, deviendraient miraculeusement moins dangereuses, etc. Cette vision unilatérale du capitalisme, centrée uniquement sur quelques méchants spéculateurs, fumeurs de gros cigares, amène parfois les altermondialistes à se rapprocher des théories du complot : «stratégie Dracula» lors de la campagne contre l'AMI (le monstre, en l'occurrence ici le texte de l'AMI, une fois mis en pleine lumière était censé perdre toute sa subsistance et finir par mourir sous le feu des critiques), «Rapport Lugano», fiction prétendument pédagogique écrite par Susan George et qui met en scène un complot, etc. Ce type de vision réductrice permet aux partisans des théories du complot de venir tenir des conférences à leurs forums sociaux sans craindre d'être exclus pour leur proximité avec l'extrême droite.

Comme l'expliquent les camarades du groupe De Fabel van de illegaal, *«La vice-présidente d'ATTAC-International, Susan George, a publié en 1999 un livre qui s'intitule Le Rapport Lugano, où elle s'est amusée à écrire un faux prétendument fabriqué par un groupe secret de dix scientifiques qui se seraient*

réunis dans la ville de Lugano en Suisse. Travaillant pour les élites de la finance qui, selon ce livre, dirigeraient en secret le monde, les savants présentent un certain nombre de recommandations pour mettre fin à la crise du capitalisme. Ils proposent de réduire fortement la population des pays pauvres. Susan George semble avoir surtout voulu effrayer ses lecteurs. Bien qu'elle souligne clairement avoir complètement inventé tout ce qu'il y a dans son livre, elle semble croire que le monde serait en fait dirigé par une petite élite. "C'est pourquoi je ne donnerai pas de noms afin de ne pas risquer des procès", écrit-elle.

*«Bien que ce livre ait été écrit par une personne de gauche certainement animée de très bonnes intentions, ce livre rappellera à de nombreux antifascistes Les Protocoles des sages de Sion. Dans Les Protocoles aussi, il est question d'un faux rapport adopté à la suite d'une réunion secrète de sages très riches, dans ce cas des "Juifs", qui discutent de la façon de s'emparer du monde. Les Protocoles ont été utilisés par les nazis pour justifier leur marche au pouvoir. Le rapport Lugano n'est absolument pas antisémite et il ne s'attaque à aucun moment aux "Juifs". Bien au contraire. Malheureusement son analyse des processus de pouvoir dans le monde n'est pas bien différente de celle des **Protocoles des sages de Sion.**»*

3. 11 Les altermondialistes ne remettent en cause ni le salariat, ni la hiérarchie, ni la division entre travail manuel et travail intellectuel, ni l'usage généralisé de l'argent et de la monnaie, ce qui permet de promouvoir des expériences microscopiques sans grand intérêt (type SEL) qui ne font que gérer la pauvreté et permet de se donner un visage utopique-réaliste à bon compte.

3.12 Les altermondialistes évitent tout bilan des régimes staliniens, soviétiques, maoïstes, castristes, présentés comme «socialistes» ou «communistes». Par exemple, les choix de donner la priorité à l'industrie lourde et le choix de l'urbanisation (qui encourage l'exode rural et accroît le déficit alimentaire), ou le choix de la monoculture d'une matière première (le sucre à Cuba) ont toujours été présentés par les collaborateurs du *Monde diplomatique* comme des choix imposés par les multinationales, les États-Unis, etc. Jamais comme des choix imposés par l'impérialisme russe à ses satellites d'Europe orientale, ni comme des choix des bureaucraties capitalistes de la Chine, du Vietnam ou de Cuba.

Pourtant dans *Cuba est-il socialiste* (1970), fruit d'un rapport commandé par Castro lui-même, l'écologiste et agronome René Dumont expliquait déjà que d'autres choix étaient possibles (des polycultures vivrières permettant à tous les Cubains de manger à leur faim et de ne plus vivre avec la *libreta*, le carnet de rationnement... 10 jours par mois et de combines et de «vols» le reste du mois).

Gustave Massiah, vice-président d'ATTAC, explique que le modèle «soviétique» était fondé sur «*le développement du marché intérieur, la valorisation des ressources naturelles, et la volonté de se prémunir de la domination par l'impérialisme*». On croit rêver : on sait très bien que le marché intérieur n'a pas été développé, et que les ressources naturelles ont été gaspillées dans des pays comme la Chine ou l'URSS. De plus tous ces pays entendaient explicitement rattraper les pays capitalistes et avaient donc une vision productiviste et de l'homme et de la nature (producti-visme officiellement honni par les altermondialistes), ce que G. Massiah ne reconnaît que très timidement...

3.13 Les altermondialistes font l'apologie des chefs pseudo-progressistes de certains États du Sud : Lula, Castro, Chavez, Morales, etc., ou au moins les soutenir de manière acritique face à «l'impérialisme américain».

«Victoires» des altermondialistes ou changements des rapports de forces interétatiques ?

Si l'on en croit les altermondialistes, de nombreux sommets internationaux auraient été des échecs comme en témoigne la liste des «échecs» qui figure dans la première partie (point 1.2). Or selon Eddy Fougier *«les manifestations des mouvements protestataires n'ont pas eu réellement d'incidence sur le déroulement et le résultat des négociations qui se sont soldées par un échec. Ce sont en fait les dissensions entre les États parties aux négociations – entre, d'une part, les États-Unis et l'Europe, notamment sur le dossier agricole, et, d'autre part, les pays du Nord et du Sud – et l'impossibilité d'aboutir à un compromis qui ont été à l'origine de cet échec. À Seattle est née, en effet, une fronde des pays du Sud. Ceux-ci se sont révoltés contre le mode de décision asymétrique traditionnel en matière commerciale. Ils ont mis en cause le rôle de la "Quad", la Qua-drilatérale composée des États-Unis, de l'Union européenne, du Japon et du Canada (...) et les décisions prises par quelques représentants de gouvernements en dehors des enceintes officielles de négociation».*

Une analyse à méditer.

Nous ne sommes plus en 1945, ni même en 1975. Il existe désormais 30 pays émergents dont les plus importants sont la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique et l'Afrique du Sud. Et des crises financières importantes ont touché les pays du Sud et ont amené les plus développés d'entre eux à ne plus se laisser imposer aussi facilement les règles fixées par les vieilles puissances.

En 1994/1995 le Mexique a été gravement frappé (perte de 50 % du pouvoir d'achat des salariés, taux de chômage de 25%, etc.)

En 1997 la crise a touché plusieurs pays asiatiques, elle a commencé en Thaïlande, et a eu des prolongements en Russie et au Brésil. Les conseils du Fonds monétaire international n'ont fait qu'aggraver les problèmes durant la crise elle-même

La crise argentine de 2001-2002 a mis sur les genoux le «meilleur élève du Fonds monétaire international».

La crise qui touche les pays du Sud et l'échec des politiques du Fonds monétaire international expliquent sans doute (davantage que l'existence des mouvements altermondialistes) le fait que les pays en développement ne soient plus prêts à accepter des accords dont les bénéfices commerciaux sont inéquitablement répartis entre le Nord et le Sud. Les tentatives de reprendre les négociations commencées à Doha échoueront à Cancun en 2003, puis à Hong Kong en 2005.

À partir de 2003 une série de pays du Sud (Argentine, Brésil, Indonésie, etc.) remboursent leurs dettes avec anticipation grâce à la hausse du cours des matières premières.

Cette «nouvelle situation fait la part belle aux relations bilatérales directes entre nations, au sein desquelles les rapports de force jouent à plein» (Polet). Donc plus qu'une «victoire» de l'altermondialisme, il faut souligner que certains pays émergents disposent momentanément d'une marge de négociation plus grande, facilitée par la hausse de quelques matières premières comme le pétrole. Mais cela ne débouche pas et ne débouchera pas sur une véritable union des pays du Sud qui menacerait les grandes puissances, ou le capitalisme fusse-t-il financier.

Il faut signaler aussi la création d'espaces régionaux Sud-Sud qui sont soit purement commerciaux, soit de coopération financière, économique, technologique, diplomatique ou militaire:

– le Mercosur, Marché commun du Sud, créé en 1991, et formé par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay et le Venezuela,

– l'ASEAN, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, créée en 1967 : Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge, Timor oriental,

– la SADC, Communauté de développement d'Afrique australe, créée en 1979 et qui comprend 14 Etats: Angola, Botswana, Afrique du Sud, RDC, Mozambique, Tanzanie, Namibie, Maurice, etc.

– la SAARC, Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale, créée en 1985 : Inde, Bangladesh, Pakistan, Sri Lanka, Népal, Afghanistan

– et l'ALBA, Association bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, créée en 2005 : Venezuela, Cuba, Bolivie, Nicaragua.

Enfin, la compétition entre bailleurs de fonds facilitée par l'arrivée de la Chine en Afrique permet aussi à certains pays du Sud de relever la tête. Mais les altermondialistes ne s'intéressent guère au rôle de la Chine, à ses pratiques commerciales, etc. Puisqu'il s'agit d'une puissance du Sud, il est impossible, selon leurs schémas, qu'elle fasse partie de «l'Axe du mal».

Vers la notabilisation ou vers l'explosion ?

*Le mouvement altermondialiste :
un nœud de contradictions
qui finiront peut-être par exploser... ou pas*

4.1. C'est à l'évidence un **espace de reconversion** des énergies de beaucoup de gens qui ont milité dans les organisations politiques ou syndicales traditionnelles. Cette reconversion peut être temporaire (liée aux calculs de militants dont l'organisation ne réussit pas à percer, ne dispose pas d'oxygène politique) ou plus durables, quand ces militants sont définitivement déçus par l'idéologie politique qui les animait, ou qu'ils acquièrent des positions de pouvoir et d'influence telles qu'il serait ridicule de les abandonner.

4.2. **Ce mouvement donne à de petites organisations nationales les moyens, en se projetant à l'échelle internationale, d'acquérir une aura**, un statut social, voire un écho médiatique qu'elles n'auraient pas pu atteindre autrement. C'est le cas par exemple de la Confédération paysanne qui est un petit regroupement (15 000 paysans) à côté de la FNSEA, par exemple et de ses 330 000 adhérents.

4.3. **Il fournit à des individus placés dans les institutions nationales ou internationales, détenteurs d'un savoir économique, ou détenteurs d'informations importantes, le moyen de combattre des politiques qu'ils contribuent professionnellement à mettre en place.** Ils jouent tantôt les «Gorge Profonde» (surnom de l'informateur du scandale du Watergate durant la présidence Nixon), tantôt les experts de la mondialisation, tantôt les conseillers du prince, les sherpas des dirigeants du Sud...

4.4. **Il met en avant la «primauté des droits humains sur les droits des affaires», traduire des capitalistes.** Donc droits à la démocratie, à la paix, droit des populations et de leurs États à définir leur politique alimentaire (leur «souveraineté alimentaire»), droits à l'alimentation, à la santé, au logement, au travail, droits environnementaux, droits sexuels et reproductifs. Ces droits minimaux sont à la base de campagnes contre la dette, contre la guerre, contre l'Organisation mondiale du commerce, etc., dont les résultats sont pour le moment fort maigres.

Mais à terme, si l'on ne veut ni prendre le pouvoir, ni gérer l'État, ces **revendications de droits ne peuvent qu'aboutir à renforcer les pouvoirs des États-nations ou alors des grandes bureaucraties internationales.** En effet, dans le modèle altermondialiste idéal, «les institutions supranationales démocratiques» deviendraient plus transparentes ; les institutions financières seraient subordonnées à l'Assemblée générale de l'ONU, à l'OIT, à la CNUCED (Conférence des nations unies pour le commerce et le développement), censées veiller au respect des droits. Les organisations dépendant de l'ONU garantiraient alors ces multiples droits, mis en musique dans toutes sortes de Conventions des Nations unies sur tous les thèmes chers aux altermondialistes : droits de l'enfant, droits à l'éducation, au logement, à la santé, à l'éducation, à l'égalité entre les sexes, etc.

4.5 **Le mouvement altermondialiste défend la notion de «biens publics mondiaux»** (la terre, l'eau, l'air, les ressources génétiques, la biodiversité, la forêt tropicale, les écosystèmes, le savoir, l'énergie, les cultures et les identités des peuples – ces deux dernières notions devant être précisément définies puisqu'elles sont utilisées depuis longtemps par la droite et l'extrême droite) ou de «biens communs» (logement, santé, éducation) qui devraient être «non marchands» et qui relèveraient d'un «patrimoine commun de l'humanité» sans vraiment se demander comment imposer cette transformation radicale des mentalités et des pratiques économiques.

Que ce soit la notion de droits ou celle de biens publics mondiaux, on ne voit pas bien l'intérêt que ces concepts deviennent un patrimoine commun aux altermondialistes et aux institutions internationales. Loin qu'il s'agisse d'une «victoire idéologique», ces convergences semblent plutôt signaler la récupération de ces concepts que constituer un pas en avant dans leur mise en application.

4.6. Certains groupes altermondialistes comme Oxfam défendent l'idée qu'un commerce équitable pourrait diminuer la pauvreté et augmenter la croissance économique des pays du Sud, ce qui les rapproche de la Banque mondiale et du PNUD, Programme des nations unies pour le développement.

4.7. **Le mouvement altermondialiste est plutôt favorable au protectionnisme**, quelles que soient ses tendances et même pour celles qui le critiquent en paroles, qu'il s'agisse

* des courants souverainistes de gauche (qui veulent réhabiliter la nation «espace de démocratie, de solidarité et de résistance à la loi des marchés», selon Bernard Cassen),

* des tiers-mondistes (qui veulent que les États du Sud adoptent «une stratégie de développement autocentrée ou endogène» fondée sur l'existence de 1,3 milliard d'agriculteurs, principalement dans les pays du Sud),

* ou des partisans des solutions alternatives locales (coopératives, entreprises autogérées, communautés rurales, etc.) qui ne pourraient s'imposer qu'à la marge et seulement dans un monde où certaines unités géographiques (régions) seraient de fait protectionnistes en réduisant les échanges internationaux entre pays distants «au strict nécessaire» (ATTAC) et qui seraient miraculeusement indépendantes des États et de la sphère marchande.

L'«autosuffisance» (joli mot pour l'autarcie) ou l'«indépendance» alimentaires de CHAQUE pays, considéré de façon isolée, est extrêmement difficile à atteindre dans les conditions actuelles d'organisation capitaliste de la production et du travail. Du moins si l'on exclut les solutions autoritaires – d'ailleurs même les régimes totalitaires qui ont essayé d'être autarciques ont connu des famines à cause notamment de la résistance farouche des paysans. En Europe, par exemple seuls quelques pays (France, Pologne, Allemagne) sont autosuffisants sur le plan alimentaire.

4.8. **Les sommets altermondialistes constituent l'occasion pour de nombreux militants de base de se rencontrer, de nouer des amitiés**, de partager des techniques de lutte et des savoirs militants, de renforcer mutuellement leurs luttes (ex des VAAG, etc.).

4.9 **Le mouvement altermondialiste repose sur une idéologie citoyenniste, «anti-partis», produit du reflux des luttes** qui a commencé à partir du milieu des années 70. Cette idéologie est à la fois hostile aux syndicats et partis de gauche classiques, tout en rêvant de faire pression sur eux ; elle est hostile à la mondialisation tout en rêvant de réguler les mécanismes financiers ; elle est hostile à l'exploitation tout en rêvant d'un monde peuplé de petites entreprises sympa et équitables, ou de coopératives – capitalistes – où tous les salariés auraient la même rémunération ; elle est spontanément hostile à la division entre travail manuel et travail intellectuel, tout en ayant une confiance aveugle dans des spécialistes, experts ou professeurs universitaires.

Ce qui explique le succès d'idées comme celles des décisions au consensus⁷, des structures décentralisées, des accords minimaux sur des «objectifs concrets, limités, mais rassembleurs» (F. Polet), l'hostilité au dogmatisme (traduire au marxisme), l'éloge du pluralisme pour créer un mouvement le plus «rassembleur» possible. Ce mouvement met donc les questions idéologiques et stratégiques au second plan (ce qui fait qu'elles se discutent en très petit comité et non devant tout le monde, comme le montre le livre de Raphael Wintrebert sur ATTAC) au nom de l'action concrète⁸ qui devrait primer sur le débat idéologique, et au nom de formes et de méthodes d'action qui semblent plus démocratiques, plus horizontales, moins sexistes, etc.

Le fait que ATTAC ne soit pas un parti, qu'il n'y ait pas de ligne politique officielle, que les Forums sociaux mondiaux n'adoptent de programme politique construit permet aux militants altermondialistes

⁷ Comme le notent des militants d'ATTAC : «la culture du consensus ou de l'unanimité qui est périodiquement affirmée comme une force par les dirigeants de l'organisation, recouvre, de fait, des rapports de domination». Une constatation que l'on pourrait faire aussi à propos d'un réseau comme RESF, sous une forme plus atténuée.

⁸ Ce primat de l'action concrète a des effets pervers puisqu'«une critique n'est considérée comme légitime que si elle répond aux besoins des militants pour leur action concrète». Dans une organisation comme Lutte ouvrière par exemple cela donne (au mieux) : «C'est peut-être intéressant ta position, mais quelles sont les conséquences pratiques sur nos activités quotidiennes ?»

de base de ne pas sentir forcément engagés par les déclarations des experts, des dirigeants ou des intellectuels les plus souvent interviewés par les médias.

Cela génère, au nom de la richesse du foisonnement des différences qui coexistent au sein d'un même mouvement une certaine confusion⁹ et un certain relativisme, bien dans l'air du temps. À part les idées néolibérales ou fascistes, finalement toutes les idées de gauche, d'extrême gauche ou libertaires ne se valent-elles pas ?

Dans ce genre de situation où l'unité prime sur la clarté et le tranchant des positions adoptées, les points de vue les plus modérés, donc les projets altercapitalistes critiqués dans ce texte, sont certainement ceux qui connaissent la plus grande diffusion médiatique et qui risquent d'influencer le plus les esprits. Face à la montée des idéologies protectionnistes, il n'est pas du tout sûr que l'altermondialisme soit capable de remporter la bataille contre les idées nationalistes, contre les partis et les discours populistes, d'extrême droite et fascistes qui prennent de l'ampleur. Tout un travail de définition politique devrait être entrepris et il est à craindre que la conception du néolibéralisme qui est la sienne ne l'en rende incapable.

Y.C., juin 2011

⁹ G. Wassermann, directeur de la revue *Mouvements* (créée en 1998) et qui passa presque toute sa vie militante au PCF avant de le quitter en 1987, critique les démarcations et affrontements politiques du mouvement ouvrier et socialiste, pour dresser un tableau idyllique du mouvement altermondialiste qui, d'après lui, se serait «d'emblée constitué par agrégation de cultures, de courants, de pratiques différents. Cette agrégation est même la condition sine qua non de son existence». Cette «agrégation» tant vantée ne peut qu'entretenir la confusion et favoriser les positions les plus conciliatrices vis-à-vis de la domination du Capital et de son frère jumeau l'Etat.

Bibliographie

Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Nonna Mayer, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, 2005. La plupart des articles sont excellents et font preuve d'un regard critique sur les affirmations autoccomplaisantes des altermondialistes. À la fois un ouvrage de sociologie des mouvements et d'analyse politique.

Éric Fougier, *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Ellipses, 2006. Bien informé. Très pratique à consulter. Seul inconvénient : il contient quelques répétitions, indispensables vu la nature de l'ouvrage mais un peu gênantes si on le lit de la première à la dernière page.

François Polet, *Clés de lecture pour l'altermondialisme*, CETRI, 2008. Un résumé bref, donc rapide à lire, mais portant surtout sur les idées, pas sur les mouvements.

Gustave Massiah, *Une stratégie altermondialiste*, La Découverte, 2011 – Jargonneux en diable et peu centré sur le récit d'expériences militantes concrètes.

Michel Wieworka (sous la direction de), *Un autre monde*, Balland, 2003. Beaucoup de discours généraux, peu d'exemples concrets

Ignacio Ramonet, Ramon Chao, Wozniak, *Abécédaire partial et partiel de la mondialisation*, Plon, 2003. Simple voire simpliste et acritique dans beaucoup d'entrées, mais assez représentatif du consensus mou souhaité par les idéologues du *Monde diplomatique* et d'ATTAC.

Raphaël Wintrebert, *ATTAC, la politique autrement ? Enquête sur l'histoire et la crise d'une organisation militante*, La Découverte, 2007. Autant l'enquête de cet observateur participant est intéressante, en tout cas pour quelqu'un d'extérieur à ATTAC qui souhaiterait en comprendre un peu le fonctionnement, autant la partie consacrée à la crise organisationnelle qui a vu le départ de Nikonoff, puis en 2008 la création par celui-ci du très chauvin M'PEP, Mouvement politique d'éducation populaire, est très décevante. L'auteur ne disposait pas à l'époque de suffisamment de recul après la scission et les enjeux sont pour le moins obscurs, tels qu'il les présente, ce qui nuit à l'intérêt de l'ouvrage.

ATTAC, *Inégalités, crises, guerres : sortir de l'impasse*, Mille et une nuits, 2003